

Crise des déchets : la Corse dit « oui » à l'incinérateur... de Nice

En raison de la baisse de l'activité économique liée à l'épidémie de Covid-19, l'unité de valorisation énergétique de Nice ne tourne pas à plein régime. Christian Estrosi et Laurent Marcangeli proposent d'y acheminer les balles de déchets stockées provisoirement sur l'île

L'épidémie de Covid-19 continue d'endiguer l'île. Mais l'épisode sanitaire offre peut-être une fenêtre de répit sur un autre dossier en souffrance, celui de la crise des déchets. Hier, Laurent Marcangeli et Christian Estrosi, respectivement maire d'Ajaccio et de Nice, ont organisé une visioconférence de presse au cours de laquelle ils ont évoqué une solution qui pourrait désengorger les sites de l'île sur lesquels sont stockés quelque 21 000 tonnes de balles de déchets.

Sur les effets du confinement, l'activité économique et la production de déchets ont en quelque sorte sensiblement ralenti depuis trois semaines sur le territoire de la métropole de Nice-Côte d'Azur. « Nous restons 20 % d'activité intégrée en moins que d'habitude, ce qui nous permet d'absorber 8 700 tonnes supplémentaires sur les 45 prochains jours », détaille Christian Estrosi, président de la métropole. C'est sur la base de cette donnée que les services de l'Etat ont suggéré à Laurent Marcangeli de prendre contact avec son homologue niçois.

« Je lui contacte ce week-end et il a tout de suite dit qu'il se ferait le relais », confirme le maire d'Ajaccio, il m'a assuré que si nous parvenions à organiser le transfert des balles, il ouvrirait le port de Nice (fermé par arrêté métropolitain depuis le 11 mars dernier

Gilles Simeoni consulte Renaud Muselier pour solliciter d'autres centres de Paca



À Ajaccio, la Capa a stocké près de 10 000 tonnes de déchets sur le site de Saint-Antoine depuis le mois de novembre.

PHOTO PIERRE-ANTOINE FOURNI

ville) et m'emplit l'incinérateur niçois à disposition ».

Les relations amicales qui lient les deux communes, renforcées par la présence de Pierre-Paul Leoni, adjoint au maire de Nice et en charge de déchets à la métropole, ont permis à Gilles Simeoni, un juriste qui n'est pas prêt à rejoindre les différents sites de traitement des déchets, au premier rang desquels la Communauté de Communes du Cap Corse et le Syndicat Dimondus, de se rapprocher de Laurent Marcangeli.

Simeoni sur l'hypothèse d'une solution dérogatoire et provisoire. Le maire d'Ajaccio, en ligne, le président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, ont sollicité Renaud Muselier, président de la région Paca, pour ob-

tenir l'autorisation de traiter les déchets de l'île sur son territoire.

« Je lui contacte et comme à chaque fois que j'ai sollicité Renaud Muselier a répondu présent », affirme Gilles Simeoni. C'est le premier obstacle politique à lever, les autres le sont aussi. Il faut désormais assurer le débouché technique, logistique et réglementaire et s'assurer que tous les acteurs impliqués les acceptent. « Nous avons une vision globale, en prenant en compte la problématique des centres de Vigonovo et Prunelli de Fiumorbo, l'ancien Dimondus et Christian Estrosi nous proposent une solution, il faut travailler avec eux ».

Entre les présidents Simeoni et Muselier, la possibilité d'acheminer d'autres incinérateurs de la région Paca a été évoquée. « J'ai aussi contacté d'autres présidents de régions pour essayer d'absorber », explique Gilles Simeoni. Car si la solution niçoise est ingénieuse et séduisante, elle ne permet pas à elle seule de dé-



L'unité de valorisation énergétique de Nice se situe dans le quartier de l'Ariane. Elle pourrait accueillir 6 700 tonnes de déchets en provenance de Corse dans les jours à venir.

PHOTO MATHIEU CLAUD RAY

barasser la Corse de ses 21 000 tonnes de déchets stockés provisoirement hors des sites d'enfouissement. À Saint-Antoine, la Capa a rempli depuis le mois de novembre près de 10 000 tonnes de déchets emballés, provenant des communes de son territoire mais aussi de trois intercommunalités limitrophes. C'est déjà plus que la capacité d'accueil conventionnelle de l'unité de valorisation énergétique de Nice.

Gilles Simeoni souhaite une réunion dès aujourd'hui

Les discussions devraient se poursuivre aujourd'hui. Les étapes techniques, administratives et financières devraient être abordées lors d'une réunion à laquelle Gilles Simeoni, responsable du plan de gestion des déchets en sa qualité de président

de l'exécutif, a convoqué l'ensemble des acteurs. Le vote de l'opération sera également abordé.

Il a Christian Estrosi assure, hier que la tarification serait « identique à celle qui est pratiquée pour l'Azur pour les communes voisines de France, Monaco et Italie ». François Talli, élu, s'opposait des représentants français que les intercommunalités pourraient subir. « Les intercommunalités ont déjà assuré la crise des déchets dans le sud-est et cela coûte 5 millions d'euros, déplore le président du Syndicat. C'est à la Communauté de Corse, dans le cadre de la continuité territoriale, de prendre charge les déchets liés à un traitement des déchets hors de l'île par la traversée maritime ».

Une fois la question financière réglée, il faudra assurer logiquement le transfert des balles entre leur site de stockage actuel et leur port de destination. « Nous pourrions accueillir jusqu'à 1 200

tonnes par semaine en provenance de Corse », indique hier Pierre-Paul Leoni. Reste à savoir si le syndicat et les collectivités de l'île ont la capacité de les accueillir. Il faudra, pour cela, reconditionner les déchets pour sécuriser leur transfert et multiplier les masses clés de rotation.

Toutes ces conditions ont été mises sur la table, rapidement. Certains espèrent même d'ici aujourd'hui, à Nice, un est prêt à absorber l'équivalent des balles de la métropole », assure l'ancien Marcangeli.

Avec Christian Focini, il faut sur une collaboration qui pourrait durer jusqu'à la fin du mois de mai. Plus tard, si les moyens de confinement sont prolongés.

Avec 21 000 tonnes à évacuer, le temps est précieux. Chaque jour de perdu éloigne l'île d'une sorte de crise possible et maîtrisée jusque là.

JEAN-PHILIPPE SCAPULA